

Burundi : le parti d'Agathon Rwasa dans le collimateur des Imbonerakure

Deutsche Welle, 23.08.2019 Plusieurs militants du Conseil national pour la liberté, ont été victimes d'attaques violentes et accusent les jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, d'être les auteurs. Depuis la reconnaissance officielle de son parti, en février 2019, le premier vice-président de l'Assemblée nationale du Burundi dénonce régulièrement l'acharnement dont seraient victimes ses partisans.

Le week-end dernier, un de ses militants aurait été tué et six autres grièvement blessés lors d'une attaque perpétrée par des hommes armés de machettes et de gourdins, selon des témoins. Le CNL, le Conseil National pour la Liberté, accuse les Imbonerakure, membres de la Ligue de la jeunesse du parti au pouvoir, d'être à l'origine de ces agressions. Ce que nie le CNDD-FDD. Thérence Manirambona est le porte-parole du parti CNL d'Agathon Rwasa : "Des cas de harcèlement, d'intimidation, d'arrestations arbitraires, d'emprisonnements abusifs, des cas d'attaques ciblées contre nos militants et de militants portés disparus. Des cas de suspensions momentanées des activités du parti, sans raison valable et des refus catégoriques d'ouvertures des permanences du parti. Des cas de vandalisme des permanences du parti sans oublier des cas d'incendies et de démolitions des insignes du parti. En somme, plus d'une vingtaine de permanences du parti ont été vandalisées." s'indigne le porte-parole du parti d'Agathon Rwasa. Le pouvoir se veut rassurant La DW a tenté, sans succès, de contacter les autorités politiques et policières du Burundi, pour recueillir leur version des faits. Cependant, à chacune de leur sortie médiatique, les autorités burundaises tentent de calmer le jeu. Mais Thérence Manirambona, le porte-parole du Congrès National pour la Liberté, dit ne pas être rassuré. "Le parti CNL salue de bons discours prononcés par les responsables du parti au pouvoir et déplore cependant le fait que ces discours manquent d'effets et que paradoxalement, on assiste à la recrudescence des actes d'intolérances politiques dans le pays. Le parti CNL s'inscrit en faux contre les propos tendancieux du porte-parole du ministre de la Sécurité publique qui sont de nature à dédouaner et à encourager les vrais auteurs des exactions commises à l'endroit des militants du CNL", explique Thérence Manirambona. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020, le Congrès national pour la liberté a ouvert plusieurs permanences dans tout le pays. Le plus souvent, c'est au cours des cérémonies d'installations de ces permanences que les violences surviennent.